

La paix et les Églises en République démocratique allemande
The Churches and the peace movement in the German Democratic Republic
La paz y las iglesias en la República Democrática Alemana

Paul Oestreicher

Numéro 12 (52), automne 1984

Le mouvement pour le désarmement et la paix

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1034566ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1034566ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Lien social et Politiques

ISSN

0707-9699 (imprimé)

2369-6400 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Oestreicher, P. (1984). La paix et les Églises en République démocratique allemande. *International Review of Community Development / Revue internationale d'action communautaire*, (12), 109–114.
<https://doi.org/10.7202/1034566ar>

Résumé de l'article

Comme de nouvelles valeurs sont en jeu, la plupart des Églises, à l'Ouest et à l'Est, reconnaissent qu'elles ne peuvent éviter de débattre la question des armes nucléaires et différentes options se formulent selon la profondeur du questionnement amorcé et l'ampleur des solutions avancées. L'auteur en témoigne pour les pays de l'Est et soulève le rôle particulier que jouent les Églises en RDA où l'on trouve un profond engagement pour la paix. Bénéficiant d'un statut « d'Église à l'intérieur du socialisme », l'Église luthérienne est en mesure d'offrir un espace plus large à la discussion. Elle est aussi capable d'appuyer des objecteurs de conscience, opposés au service militaire, ainsi que la campagne contre la militarisation de la société est-allemande, engagée par des groupes autonomes.

La paix et les Églises en République démocratique allemande

P. Ostreicher

La plupart des Églises de l'Est et de l'Ouest reconnaissent qu'elles ne peuvent pas éviter de débattre la question des armes nucléaires et de la guerre froide qui rend ces armes si dangereuses. Les options chrétiennes oscillent entre la position de l'Alliance réformée mondiale, à l'effet que l'obéissance au Christ exige un « non » absolu à la possession et à l'utilisation des armes nucléaires, et celle du pape Jean-Paul II, à l'effet que la dissuasion nucléaire peut être encore moralement acceptable, à condition qu'il y ait une intention et une volonté sincères de désarmement. L'écrit collectif chrétien le plus impressionnant, et de loin, sur cette question en Occident, est la lettre pastorale des évêques catholiques des États-Unis, intitulée : *Le défi de la paix : la promesse de Dieu et notre réponse à cette promesse*. Nous avons là ce qu'il y a de mieux

en fait de théologie appliquée. C'est un appel à un idéal très élevé, entièrement enraciné dans une politique très concrète : c'est un défi sérieux lancé aux conventions politiques et sociales des États-Unis et une menace à l'idéologie de Ronald Reagan. La déclaration de l'Église d'Angleterre sur *L'Église et la bombe*, le débat et la résolution sur cette déclaration ne constituent qu'une infime partie de la vaste mosaïque des écrits à ce sujet.

Dans le Tiers-Monde, où les enfants meurent de faim et où les guerres conventionnelles alimentées en armes par l'industrie de guerre européenne et nord-américaine causent des souffrances incalculables, le débat nucléaire ressemble à une obsession des riches de l'hémisphère nord.

Que pensent de tout cela les chrétiens qui vivent de l'autre côté du mur de Berlin, et ceux qui sont

entre ce mur et la ville de Moscou. La version marxiste-léniniste du socialisme n'est pas trop portée aux débats ouverts. Elle se considère comme étant la seule vraie garantie de la paix. Sa position officielle est que la paix sera menacée aussi longtemps que les puissances capitalistes essaieront de détruire les sociétés en marche vers le communisme, et que la seule façon de maintenir la paix et le socialisme est de dissuader l'agresseur potentiel avec des armes égales aux siennes ; en somme, la doctrine de l'OTAN (Organisation du traité de l'Atlantique Nord) à l'envers. La plupart des Soviétiques, tout comme les Américains, se sentent menacés. Ils acceptent les politiques de défense de l'URSS (Union des républiques socialistes soviétiques), même s'ils rejettent d'autres aspects de ce pouvoir. Dans les nations plus petites de l'Europe de

110 l'Est, tout cela est encore bien plus compliqué. Les gouvernements appuient les politiques du pacte de Varsovie (avec des degrés différents d'enthousiasme), mais les gens ordinaires, dont plusieurs entretiennent de forts sentiments antisoviétiques, se réjouissent souvent en privé du fait que l'Ouest soit si fortement armé.

Qu'en est-il des Églises ? En URSS et dans tous les autres pays du bloc soviétique (à l'exception de la Pologne et de l'Allemagne de l'Est), on s'attend à ce que les Églises appuient les politiques officielles de l'État. En général, c'est ce qu'elles font — et dans plusieurs cas, elles le font avec sincérité. Plusieurs leaders religieux, surtout en URSS, qui en d'autres contextes sont profondément opposés à l'idéologie communiste, n'ont pas de difficulté à accepter l'idée que leurs dirigeants désirent sincèrement la paix. Mais quand le mot paix devient une expression codée qui remplace effectivement tout l'ensemble du pouvoir étatique, l'appui devient une position beaucoup plus difficile à soutenir. Les associations officielles pour la paix en Europe de l'Est, y compris les associations chrétiennes, n'ont pas de politiques propres. Elles prennent pour acquis qu'être en faveur de la paix et appuyer la politique étrangère et la politique de défense de l'URSS, c'est exactement la même chose. L'Église catholique polonaise a refusé totalement de jouer

un tel rôle. Pour elle, la question de la paix n'est pas une question majeure et elle y accorde assez peu d'importance. Elle ne ferait certainement pas campagne pour le pacte de Varsovie. Mais, comme elle est intensément patriotique et nationaliste, elle ne désire pas non plus mettre en question la légitimité des forces armées polonaises. Dans ce domaine, il n'y a pas de conflit entre l'Église et l'État. On prend en fait pour acquis que tout jeune catholique polonais fera son service militaire, même si ce sont les communistes qui dirigent l'armée et même si celle-ci fait partie d'une alliance nucléaire.

Les choses sont bien différentes en Allemagne de l'Est, c'est-à-dire dans la République démocratique allemande (RDA). Là, un protestantisme à prédominance luthérienne — surtout au niveau du leadership — a développé un engagement en faveur de la paix, au niveau théologique et au niveau politique, qui la met sur le même pied que l'Église catholique des États-Unis. La RDA est, en fait, la patrie de la réforme luthérienne. Le 500^e anniversaire de la naissance de Luther vient juste d'y être célébré avec beaucoup de pompe par l'Église et par l'État. L'Église de la RDA s'est ainsi acquise une position de respect unique en Europe de l'Est. Comme environ la moitié de la population de la RDA est nominalement protestante, mais que seulement 5 % des Allemands de l'Est sont des membres actifs de l'Église protestante (comme c'est le cas en Angleterre avec l'Église anglicane), l'Église protestante ne constitue pas un contre-poids massif à l'État, comme c'est le cas pour l'Église catholique dans la Pologne voisine. Mais l'Église est toutefois la seule alternative légale majeure à la société marxiste-léniniste. La relation de l'Église à celle-ci en est une de solidarité critique. Elle se décrit elle-même comme une « Église à l'intérieur du socialisme »,

pas une Église pour ou contre le socialisme.

Sur la question de la paix, il est devenu clair que cette Église se réserve le droit — en théorie et en pratique — de mettre de l'avant publiquement des politiques qui diffèrent de celles de la RDA et du bloc soviétique, et qui, par conséquent, sont critiquées à leur égard. Organisées en synodes régionaux et nationaux, avec un leadership épiscopal et laïc bien équilibré, toutes les structures ecclésiastiques officielles ont eu la question de la paix comme point quasi permanent à leurs agendas durant les dernières quatre ou cinq années. Les déclarations des synodes, les messages épiscopaux et les documents d'études d'experts sur la paix — si on les réunissait — rempliraient maintenant plusieurs volumes substantiels.

Aucun de ces documents ne ressemble à ceux de l'État dans leur style et leur contenu, ce qui n'est pas du tout le cas des déclarations sur la paix venant de la plupart des autres Églises dans les pays du pacte de Varsovie. Il y a des chrétiens, dont certains sont des pasteurs, qui n'appuient pas les politiques de l'État. Ils sont organisés dans l'Union démocratique chrétienne (un des partis qui appuient l'*establishment* communiste) et la branche est-allemande de la Conférence chrétienne pour la paix, dont les quartiers généraux se trouvent à Prague. Dans l'Église, ces chrétiens sont une minorité tolérée. Il y a une autre minorité que l'on tolère et qui est un peu plus considérable que la première : ce sont les adversaires acharnés de la société est-allemande officielle. Même s'ils sont incapables de s'exprimer ouvertement, ils représentent un élément important, et ils ne disparaîtront pas de si tôt.

Quelle est donc la position sur la paix de l'important noyau de cette section bien dirigée du mouvement oecuménique est-allemand ? La

question nucléaire n'a pas été, jusqu'à ces derniers temps, au cœur des débats. La question centrale était la militarisation de la société, l'adulation par l'État des valeurs militaires patriotiques, et le retour, en termes de signes et de symboles, des traditions militaires prussiennes, que ce soit exprimé dans des jouets militaires dans les magasins ou des parades et des rituels militaires dans les rues.

À la suite des guerres agressives d'Hitler, la plupart des Allemands de l'Est qui sont aujourd'hui des adultes, des chrétiens et des communistes, de même que la majorité de la population qui n'est ni chrétienne ni communiste, ont été élevés durant les années cinquante et soixante dans la haine de tout ce qui était militaire. Le sentiment public demeure assez fortement pacifiste, et ceci est particulièrement vrai à l'intérieur de l'Église. La génération des jeunes a reçu, en gros, ce sentiment en héritage, un sentiment que l'État maintenant essaie fortement de changer. Il n'y a pas de sentiment populaire semblable dans les autres parties de l'Europe de l'Est. Mais il y a un phénomène parallèle en Allemagne de l'Ouest. Une des raisons de ce développement similaire dans les deux Allemagnes est leur passé nazi commun, l'autre raison est la division d'une nation en deux États officiellement hostiles l'un à l'égard de l'autre. Des frères et des cousins ne veulent pas se tirer dessus.

Chacun des deux États allemands a la conscription militaire. L'Allemagne de l'Ouest a inscrit le droit à l'objection de conscience dans sa constitution, et une très haute proportion des jeunes (y compris presque tous les enfants des pasteurs) choisissent l'option du service social. L'État est-allemand est le seul pays communiste à offrir une possibilité semblable (bien que moins libérale) dans sa constitution. Les jeunes Allemands de l'Est peu-

vent choisir de faire leur service militaire dans le corps des pionniers de l'armée (des unités de construction) qui n'ont pas d'entraînement avec des armes. Le fait de demander de faire partie de ces unités est déjà, en soi, une forme légale de contestation. On essaie de convaincre les jeunes de ne pas choisir cette option, qui peut nuire plus tard à la poursuite de leur carrière, mais de plus en plus de chrétiens, (et même quelques autres jeunes) choisissent maintenant cette voie. Quelques autres chrétiens vont même jusqu'à refuser de faire ce service social. Ces objecteurs absolus de conscience vont alors en prison.

Les organisations religieuses officielles ont courageusement affirmé que le meilleur témoignage chrétien en faveur de la paix était de refuser de faire le service militaire armé et de faire plutôt le service social dans les unités de pionniers, ou même de ne pas faire de service du tout. Ce n'est qu'ensuite qu'elles déclarèrent qu'il était aussi possible pour un chrétien de servir la cause de la paix en devenant un soldat. Toutefois, il n'y a pas de doute que ce n'est pas là la meilleure façon d'agir. Pour l'État, il s'agit d'une pilule amère et difficile à avaler.

L'Église attaque aussi l'endoctrinement dans les valeurs militaires qui opère, dans le système éducationnel de l'État, de la maternelle à l'université. Les études stratégiques font partie du curriculum à chaque niveau scolaire, et certains chrétiens ont exigé (avec des degrés variables de succès) la reconnaissance du droit de leurs enfants à être exemptés de ces classes. Au niveau de l'école secondaire, cela comprend maintenant un entraînement aux armes militaires, comme c'est le cas dans les écoles britanniques, avec le corps des cadets. Ceci horripile la plupart des parents chrétiens est-allemands, et pas seulement les

chrétiens. L'endoctrinement dans les vertus militaires commence partout dans le secteur public, dès la maternelle, même si à ce niveau-là, à certains endroits, il existe d'autres maternelles dirigées par l'Église. À Berlin-Est, une tentative fut faite pour organiser une maternelle anti-militariste, non religieuse et privée, mais l'expérience a pris fin subitement quand la police a littéralement scellé avec des briques l'entrée de l'édifice et arrêté la fondatrice de l'école, même si elle fut relâchée après quelques semaines.

La politique officielle insiste constamment sur l'idée que les vertus militaires, les préparatifs de guerre et la promotion des sentiments patriotiques n'ont qu'un seul but : la défense de la paix. On ne suggère jamais que le communisme devrait ou pourrait être répandu par la force des armes. Par ailleurs, si une société socialiste est menacée de l'intérieur ou de l'extérieur, elle doit être défendue résolument, par la force des armes si nécessaire, et, en dernier recours, par les armes nucléaires.

La question nucléaire est maintenant discutée en RDA. Les synodes est-allemands ont presque tous rejeté l'esprit, la logique et la pratique de la dissuasion et, par conséquent, dans les faits, ils ont rejeté aussi, et à la fois, les politiques de l'OTAN et celles du pacte de Varsovie. À cet égard, ils sont allés beaucoup plus loin que la plupart des organisations ecclésiastiques ouest-allemandes. Ils n'ont jamais critiqué un seul des deux côtés et, par conséquent, ils ont pris leurs distances par rapport aux positions officielles de la RDA sur les questions nucléaires. Ils se sont opposés fermement à la mise en place des nouveaux systèmes de missiles nucléaires (les missiles de croisière et les *Pershing*) en Europe de l'Ouest, prédisant, avec raison, que ceci conduirait à une nouvelle escalade dans la course aux armements et à la mise en place — pour la pre-

112 mière fois — de missiles nucléaires soviétiques sur le territoire de l'Allemagne de l'Est et de la Tchécoslovaquie. Cette réponse soviétique, très récente, ils ne peuvent la condamner ouvertement, même si, en fait, par leur rejet de la validité de la dissuasion nucléaire pour chacun des deux côtés, ils manifestent qu'ils n'ont aucune sympathie pour elle. Il y a même des éléments, dans le parti au pouvoir en Allemagne de l'Est, qui clairement n'acceptent ces armes soviétiques qu'avec la plus grande hésitation. Il est significatif que, lorsqu'une paroisse à la base a écrit au président de la RDA pour le supplier de ne pas déployer les nouvelles armes soviétiques, cette lettre ait été publiée en entier dans la presse du Parti communiste avec un commentaire à l'effet que, tragiquement, le déploiement de l'OTAN à l'Ouest ne laissait pas d'autre choix à la RDA que d'accepter les armes soviétiques sur son territoire.

Même si une contestation des missiles soviétiques en RDA dans le genre de celle qui a eu lieu à la commune de Greenham ne serait pas tolérée à l'heure actuelle, il n'y a pas de doute que les sentiments des femmes de Greenham, concernant les missiles de l'Ouest et de l'Est, sont partagés par beaucoup de gens en Allemagne de l'Est, et presque certainement par la plupart des chrétiens de ce pays. Ils ne croient pas que des armes nucléaires, quelles qu'elles soient,

puissent servir la cause de la paix. Il n'y a cependant pas de débat sur la question du désarmement nucléaire unilatéral dans le genre de celui qu'on trouve en Grande-Bretagne. Il n'y a pas d'armes nucléaires est-allemandes indépendantes dont on pourrait se débarrasser, et l'armée rouge est là pour y demeurer en permanence. Ce sont là des réalités de la vie auxquelles il n'est pas possible d'échapper. Ce que les gens veulent vraiment, c'est un gel des nouveaux déploiements, des accords pour le contrôle des armements et, éventuellement, une Europe dénucléarisée, en commençant par les deux États allemands.

Existe-t-il en RDA ce qu'on pourrait appeler un mouvement pour la paix indépendant (de l'État) ? Non, si on entend par là une organisation semblable à la Campagne pour le désarmement nucléaire en Grande-Bretagne (CND) ou à sa contrepartie en Allemagne de l'Ouest. Oui, si on entend par là des groupes actifs de gens, surtout de jeunes et de femmes, qui ont des opinions fermes sur la paix, qu'ils expriment ouvertement et qui diffèrent de celles du mouvement officiel pour la paix patronné par l'État qui prétend parler pour l'ensemble de la nation. Ces groupes préfèrent s'appeler autonomes (*eigenständig*) plutôt qu'indépendants (*unabhängig*), étant donné que le terme indépendant a maintenant une connotation qui pourrait impliquer que ce soient là des groupes de dissidents hostiles au régime. C'est un fait qu'il y a des dissidents qui rejettent la société est-allemande dans son ensemble et qui se servent de la question de la paix pour voiler leur opposition. Ces derniers tendent à se retrouver émigrants ou réfugiés en Allemagne de l'Ouest. Mais ce n'est pas le cas de la grande majorité des militants pacifistes, qui sont beaucoup plus semblables aux membres typiques du CND en Grande-Bretagne, c'est-à-dire

mécontents de plusieurs aspects de la société, mais qui ne sont en aucune façon subversifs.

Pour ces individus et ces groupes, l'Église offre le seul endroit où ils peuvent parler librement de leurs espoirs et de leurs craintes. Plusieurs ne sont pas des chrétiens traditionnels, et pourtant l'Église est prête à les accueillir, même si c'est avec un peu de difficulté. Ils ne s'intègrent certainement pas facilement dans les congrégations traditionnelles. Ils commencent presque à former une Église parallèle pour laquelle des formes spéciales de soins pastoraux sont nécessaires. Et il y a toujours la crainte de la part de l'État (et de certains leaders ecclésiastiques), qu'éventuellement ceci pourrait conduire l'Église à jouer le genre de rôle que Solidarité — le mouvement syndical indépendant — a joué en Pologne, et qui a presque conduit à un désastre politique.

Cette crainte est presque certainement injustifiée. La RDA est beaucoup trop différente de la Pologne, à presque tous les points de vue. Mais, injustifiée ou non, il s'agit d'une crainte réelle, et la Pologne est très, très proche. En pratique, les jeunes qui sont aliénés, et il y en a beaucoup (moins cependant qu'à l'Ouest) dont le style de vie est souvent très semblable à celui de la culture occidentale hippie des années soixante, trouvent que seule l'Église les prend, eux et leur compréhension de la paix, au sérieux. Des services religieux spéciaux sont de temps en temps organisés pour eux (surtout à Berlin) ; c'est ce qu'on appelle les « messes bleues », auxquelles assistent parfois près de dix mille personnes venant de tous les coins du pays en une seule soirée, ce qui veut dire deux ou trois « performances » par soirée. Les chrétiens conservateurs et les communistes conservateurs dans le gouvernement les tolèrent, mais avec difficulté. Les aumôniers des jeunes savent qu'ils ont l'appui de leur

évêque et de son conseil. Ceci exige du courage de la part de tous, y compris l'État. J'ai l'impression que le ministère de la Sécurité de l'État (qui est toujours présent de façon voyante dans la personne des agents en civil, que les jeunes n'ont pas trop de difficulté à repérer) aimerait bien mettre un terme à toutes ces activités. Cela est encore plus vrai pour les « ateliers sur la paix » qui sont tenus sur la propriété des Églises et qui durent toute une journée ; ce sont là de véritables festivals pour la paix, avec de la musique *folk*, de la poésie, des discours du genre *speakers corner* (selon l'expression anglaise qu'eux-mêmes utilisent). Les églises entourées de beaux grands jardins sont idéales pour de tels événements.

Les groupes de femmes ont des activités équivalentes, avec un mélange de féminisme et de pacifisme, un peu dans l'esprit de la commune de Greenham, mais avec une touche chrétienne, en plus. Des jeûnes et des veillées de prières sont maintenant des activités fréquentes, un peu comme si l'atmosphère de Greenham se mêlait à l'atmosphère de Taizé. Il y a des centaines de personnes courageuses qui s'impliquent ainsi, et ces activités reflètent, sans doute, les sentiments de milliers d'autres. Ces gens rejettent les armes et la propagande de l'Est et de l'Ouest.

Il est évident qu'il y en a qui n'acceptent pas de maintenir leur contestation à l'intérieur des bornes relativement sûres de l'Église, de ses structures et de ses locaux. Ils veulent aller dans la rue, comme à l'Ouest. Et ils veulent exprimer leurs idées dans des écrits publics, en plus de pouvoir les exprimer oralement. Rapidement, ils se heurtent aux limites de ce que peut tolérer un État marxiste-léniniste. Des échaffourées avec les autorités deviennent alors inévitables. Parfois, il y a une véritable épreuve de forces, comme ce fut le cas il y a deux ans au sujet du symbole des

« épées en soc de charrue ». L'Église avait produit un emblème avec une citation du prophète Michée et avec une reproduction de la statue présentée aux Nations Unies à New York par le gouvernement soviétique. Des milliers de jeunes choisirent à ce moment-là de porter cet emblème plutôt que la colombe de la paix de l'organisation officielle des jeunes. On demanda aux policiers d'ordonner aux jeunes de ne pas porter cet emblème. Et pourtant, il n'était pas illégal de le faire. Parmi les jeunes qui eurent le courage de refuser d'obtempérer, certains furent traités durement par les policiers, mais, en général, ces derniers se démontrèrent courtois et il n'y eut pas de poursuite. Même si l'emblème offensif a reculé, en tant que symbole de masse, l'Église et les jeunes ont clairement remporté cette manche. L'État avait réagi trop fortement et a dû battre en retraite de façon tactique. Une autre fois, tandis qu'environ six mille jeunes tenaient un rassemblement non officiel en faveur de la paix à Dresde, pour commémorer la destruction de la ville durant la Deuxième Guerre mondiale, l'évêque et le doyen les invitèrent à entrer dans la cathédrale, leur permirent de dire tout ce qu'ils voulaient, animèrent un débat public intéressant et osé et, ensuite, leur parlèrent de l'importance de la prière pour obtenir la paix. Ils prièrent ensemble, plusieurs d'entre eux, presque certainement, pour la première fois de leur vie.

Ainsi, les réunions pour la paix deviennent aussi des lieux de mission chrétienne.

Ceux (et je n'inclus pas ici les dissidents anti-État) qui ont senti qu'ils ne pouvaient pas rester à l'intérieur des limites fixées par la société est-allemande, qui ont voulu mener des campagnes à la manière occidentale, qui ont organisé des veillées publiques, qui ont écrit des slogans publics, qui ont publié des

programmes alternatifs radicaux — en somme, ceux qui sont devenus nettement intolérables aux yeux des autorités — ceux-là ont dû le payer chèrement, au prix de leur liberté. À l'heure actuelle, il y a probablement de 20 à 30 personnes en prison, à cause des « crimes » reliés à la paix. Plusieurs autres ont été interrogées ou ont perdu leur emploi. Les gens qui sont condamnés ne sont, bien sûr, jamais condamnés pour avoir — d'une façon ou d'une autre — subverti le concept de paix mis de l'avant par l'État. Ils sont, tout comme certains militants pour la paix aux États-Unis, des prisonniers de conscience, dans le sens que donne Amnistie internationale à ce terme. Certains sont des chrétiens, d'autres ne le sont pas, certains ne peuvent pas facilement être catégorisés et ne veulent pas l'être. En coulisses, les dirigeants religieux essaient activement de les aider et ont négocié la libération de plusieurs d'entre eux, même avant qu'ils ne soient accusés ou conduits devant un tribunal. Il est clair que sans l'Église protestante, il y en aurait beaucoup plus qui seraient en difficulté avec les autorités que ce n'est le cas actuellement. Pour les évêques et leurs conseils, c'est là un ministère exigeant : parler et agir en faveur de ceux dont la conscience les conduit à être des témoins autonomes pour la paix, tout en ne permettant pas que l'Église devienne un refuge pour les dissidents. La marge de manoeuvre est étroite.

Toutefois, quelques-uns des hommes d'Église les plus anciens, qui gardent à l'esprit les positions courageuses du mouvement de l'Église confessante sous Hitler, commentent à se poser une nouvelle question : à la lumière de la menace pour la vie sur la planète, par les armes de destruction massive qui, si elles étaient utilisées, constitueraient l'équivalent de plusieurs fois Auschwitz, le temps n'est-il pas venu, à l'Est et à l'Ouest, pour que naisse

114 une nouvelle Église confessante qui confronterait, de façon beaucoup plus radicale, les alliances militaires des deux côtés et qui déclarerait que toute coopération avec elles est à la fois immorale et hérétique. Le complexe militaro-industriel, au sujet duquel le président Eisenhower avait averti, avant sa mort, le peuple des États-Unis, n'est-il pas devenu la bête de l'Apocalypse contre laquelle les saints doivent combattre de manière absolue ? C'est aux États-Unis et dans les deux États allemands que cette question est maintenant posée avec le plus d'insistance.

En septembre 1984, une conférence de théologiens de l'Est et de l'Ouest, des pacifistes et des non-pacifistes, de la droite, du centre et de la gauche sur l'échiquier politique — la première véritable rencontre de ce genre — patronnée par un évêque protestant en coopération avec le Désarmement nucléaire européen (DNE), une organisation suspecte aux yeux des politiciens de l'Est comme à ceux de l'Ouest, doit s'atteler à des questions comme celles-là, à Budapest.

Il s'agira d'une expérience comportant de grands risques pour toutes les personnes impliquées. De plus, elle aura lieu en territoire est-européen. Sans une participation substantielle de la part des Allemands de l'Est, une telle rencontre serait presque inconcevable. Leur contribution aura bien peu à voir avec les stéréotypes de l'Est



ou de l'Ouest. Elle soulèvera de nouveau la question du théologien Dietrich Bonhoeffer, sur ce qu'il en coûte d'être un véritable disciple du Christ. En 1945, Bonhoeffer le paya de sa vie. Qu'en coûtera-t-il en 1985 ?

Paul Oestreicher
Traduit de l'anglais par
Jean-Guy Vaillancourt

Le chanoine Paul Oestreicher est le secrétaire de la section des affaires internationales du Conseil britannique des Églises, une association qui fait partie du Conseil mondial des Églises.